



Plateforme **PAR** et **POUR** la jeunesse

Avril 2025

PRÉPARÉE EN VUE DES
Élections fédérales

01 Mise en contexte



Depuis déjà 50 ans, la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) porte les intérêts de la jeunesse d'expression française au Canada et contribue à l'atteinte de son plein potentiel. Incarnant la philosophie «Par et Pour» les jeunes, la FJCF fonctionne avec une gouvernance composée entièrement de jeunes élu-es de 14 à 25 ans qui représentent les intérêts des jeunes de partout au pays. Le « PAR et POUR » les jeunes, c'est d'assurer que nous sommes le reflet de la jeunesse, et de leurs réels besoins.

Avec les années, la FJCF a développé de nombreuses expertises qui lui permettent d'accomplir de nombreux projets d'envergure « PAR et POUR » les jeunes. Être une fédération nationale, ça veut aussi dire offrir des occasions uniques à la jeunesse d'ouvrir leurs horizons sur l'immensité et la diversité de notre pays. Nous donnons la chance à des jeunes de sortir de leurs communautés, de participer à des initiatives dynamiques, à l'extérieur de l'école, d'en apprendre davantage sur les réalités de chacun et de retourner chez eux avec l'imaginaire rempli de nouvelles idées. Ces jeunes deviennent bien souvent une source d'inspiration pour les autres et un exemple de leadership à suivre.

La FJCF est d'avis que la voix de la jeunesse est déterminante pour l'avenir du Canada. C'est pourquoi nos activités offrent aussi des occasions pour que la jeunesse puisse réfléchir à l'avenir du pays et participer – de façon non partisane – à des démarches visant à informer les politiques publiques au Canada, dont l'élaboration de cette plateforme « PAR et POUR » la jeunesse.

La jeunesse de la francophonie canadienne a l'avenir du Canada à cœur. Au cours de la dernière année, les membres de la FJCF ont identifié une série d'enjeux prioritaires qu'ils ont regroupé sous trois grandes rubriques : le **leadership éthique**, l'**économie** et l'**éducation**. Pour chacune de ces thématiques, la jeunesse a formulé une série de propositions. La jeunesse espère que ces enjeux et propositions puissent être à l'avant-plan des débats publics dans le cadre de l'élection fédérale, qu'ils puissent alimenter les propositions et engagements de chacun des partis politiques et de toutes les personnes candidates, qui aspirent former le prochain gouvernement.

Sommaire des propositions



La jeunesse de la francophonie canadienne propose

01

Le leadership éthique

1.1

QUE le prochain Gouvernement du Canada crée immédiatement un ministère de la Jeunesse en bonne et due forme et nomme un·e ministre de la Jeunesse, qui siègera de plein droit au Cabinet fédéral.

1.2

QUE le Gouvernement du Canada assure la liberté de la presse et l'accès à l'information vérifiable de qualité en français partout au pays par :

- Un financement public accru, stable et à long terme pour la Société Radio-Canada.
- L'accès gratuit à toutes les plateformes de la Société Radio-Canada pour toutes les Canadiennes et Canadiens.
- Un financement stable et adéquat des médias francophones communautaires dans la francophonie canadienne.

1.3

QUE le Gouvernement du Canada entreprenne une réforme systémique afin d'actualiser et renforcer le filet social canadien pour le prochain siècle.

1.4

QUE le Gouvernement du Canada bonifie ses investissements en appui à la recherche sur le développement durable.

02

L'économie

2.1

QUE le Gouvernement du Canada favorise l'accès aux logements pour toutes les Canadiennes et Canadiens :

- Par la création d'incitatifs favorisant l'accès aux logements partagé, condos et co-propriétés ;

- En faisant en sorte que les dépenses de loyer soient désormais reconnues comme facteur déterminant de la cote de crédit des Canadiennes et Canadiens ;
- En bonifiant le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) par l'ajout d'un incitatif gouvernemental qui viendrait doubler la valeur totale des économies individuelles.

2.2

QUE le Gouvernement du Canada améliore la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) en réduisant la lourdeur administrative de la SECJ et en déployant une lentille francophone dans tous ses programmes.

03

L'éducation

3.1

QUE le gouvernement du Canada favorise l'accès accru à l'éducation postsecondaire en français partout au Canada :

- En abolissant l'intérêt sur les prêts étudiants pour les études postsecondaires, et ce en permanence ;
- Créé un incitatif aux études postsecondaires en français. Cet incitatif pourrait prendre la forme d'un crédit d'impôt pour ceux qui complètent leurs études postsecondaires en français (p.ex. : une déduction d'un montant totalisant jusqu'à 75% du coût des études qui s'appliquerait pendant quatre (4) ans suivant la fin des études.) ;
- En révisant les conditions d'admission à la Subvention canadienne pour l'épargne-étude pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études postsecondaires en français.

3.2

QUE le Gouvernement du Canada déploie des services et supports gratuits en santé mentale pour toutes les Canadiennes et Canadiens, avec une considération particulière pour les besoins de la jeunesse.

La confiance des Canadiennes et Canadiens à l'égard des gouvernements et des élu-es s'est progressivement érodée et un sentiment d'apathie politique s'est propagé dans la société canadienne. La jeunesse n'est pas indemne à la montée de ses sentiments. D'autant plus que la conjoncture politique mondiale jette une ombre sur l'intégrité politique internationale.

Pourtant, le Canada a établi certaines normes visant à assurer l'intégrité et la transparence du gouvernement fédéral, et ce depuis plusieurs années déjà. Des institutions fédérales telles le Commissariat à l'intégrité et à l'éthique du Canada, le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada et le Commissariat au lobbying du Canada servent désormais à prévenir et atténuer les conflits d'intérêts au sein du gouvernement.

Mais les normes et procédures existantes ne suffisent plus. Devant la fragilisation sournoise de l'intégrité gouvernementale et de la démocratie à l'échelle planétaire, la jeunesse de la francophonie canadienne s'attend à plus et à mieux de la part du gouvernement fédéral. Elle appelle au leadership éthique au Canada.

Qu'est-ce que le leadership éthique, au juste? Il s'agit d'un leadership qui fait preuve d'un leadership ancré dans des principes qui transcendent l'idéologie partisane, et qui est de l'ordre d'un engagement fondamental. La jeunesse aspire à un gouvernement qui assurera l'adresse de ses démarches, mais aussi qui protégera les droits de la personne, qui préservera l'état de droit au Canada, qui défendra la souveraineté canadienne tout en misant sur la solidarité dans ses relations internationales. La jeunesse imagine et souhaite un gouvernement qui se soucie et qui vient en aide aux Canadiennes et Canadiens moins fortuné-es et qui agit constamment en tant que porte-étendard des droits de la personne dans le monde.

Il va donc de soi qu'une des attentes de la jeunesse à l'égard du prochain gouvernement du Canada est qu'il garantisse les droits et libertés fondamentales enchâssés à même la Charte canadienne, y compris l'égalité des langues officielles. Mais la jeunesse ne s'attend pas seulement à ce que le prochain gouvernement préserve les acquis historiques. Les actions d'un leadership éthique devraient être conséquentes par rapport à ses ambitions et

ses intentions et viser le progrès des droits. Sur le plan des langues officielles, cela se traduirait par des mesures qui assureraient la réelle vitalité et le renforcement de la sécurité identitaire et culturelle des collectivités de langue officielle en situation minoritaire.



De plus, la jeunesse espère que le prochain gouvernement puisse faciliter la reconnaissance des qualifications pour les personnes nouvellement arrivées dans la francophonie canadienne. Trop souvent, le manque de reconnaissance de la formation, des compétences et de l'expérience professionnelle des personnes nouvellement arrivées fait en sorte qu'ils et elles ne sont pas à même de poursuivre leurs carrières une fois installées au Canada et ce, malgré une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans nos collectivités. De telles barrières viennent souvent brimer les perspectives économiques des personnes nouvellement arrivées, et font souvent en sorte qu'ils et elles quittent les collectivités francophones, à la recherche de nouvelles opportunités professionnelles.

Aussi, dans la foulée des droits existants qui sont chers aux yeux de la jeunesse, soulignons la liberté de la presse. Les jeunes s'inquiètent devant l'érosion de la pérennité des médias traditionnels et la montée des fausses informations. Un gouvernement éthique devra assurer l'accès à l'information vérifiable et de qualité pour toutes les Canadiennes et Canadiens, partout au pays, dans les deux langues officielles. Cela devrait notamment se faire par l'entremise d'un diffuseur public solide et bien appuyé et par un réseau dynamique de médias francophones communautaires à travers le Canada.

D'autre part, afin de préserver l'équité et d'assurer la dignité humaine pour tous, la jeunesse s'attend aussi à ce que le prochain gouvernement fédéral s'active pour renforcer le filet social canadien. Que ce soit par la réforme de l'assurance emploi, la mise en place de nouveaux crédits d'impôts, la création d'un plus grand nombre de places accessibles dans les garderies francophones, les mesures favorisant la rétention accrue des nouveaux arrivants au sein des collectivités francophones, la pérennisation des programmes de nourriture dans les écoles, l'expansion du programme canadien de soins dentaires, ou par des investissements permettant de redorer les soins de santé publique universels au Canada, la jeunesse est d'avis que le prochain gouvernement doit agir et investir de façon visionnaire, afin que les soutiens offerts au Canada puissent répondre aux besoins des générations futures.

Il est important de préciser qu'un gouvernement véritablement éthique ne s'en tiendra pas uniquement aux droits et libertés déjà établis dans la Charte. Il affirmera et protégera l'ensemble des droits de la personne, y compris certains autres droits, tout aussi incontournables aux yeux de la jeunesse. Notamment, la jeunesse attend à ce que l'environnement soit une priorité canadienne pour les générations à venir. Cela implique que le gouvernement agisse constamment de façon écoresponsable, et soit un chef de file de l'action climatique à l'échelle mondiale, afin de pouvoir préserver et léguer une planète viable aux générations futures.



La jeunesse s'attend aussi à ce que le Gouvernement fédéral s'assure que ces démarches, politiques et programmes soient alignés avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les « appels à l'action » de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et qu'une collaboration sincère et véritable avec les partenaires autochtones guide l'élaboration des règlements fédéraux.

Enfin, la jeunesse est d'avis que les plus hautes instances gouvernementales doivent être inclusives et représentatives de la société canadienne. Dans un contexte où la mobilisation des jeunes est cruciale pour bâtir une société plus inclusive et dynamique, la mise en place d'un ministère de la Jeunesse représente une opportunité stratégique et une manifestation concrète du leadership éthique d'un prochain gouvernement fédéral. Il est temps d'accorder aux jeunes la place qu'ils méritent dans les décisions qui façonnent leur avenir.

La jeunesse propose

1.1 QUE le prochain Gouvernement du Canada crée immédiatement un ministère de la Jeunesse en bonne et due forme et nomme un·e ministre de la Jeunesse, qui siègera de plein droit au Cabinet fédéral.

1.2 QUE le Gouvernement du Canada assure la liberté de la presse et l'accès à l'information vérifiable de qualité en français partout au pays par :

- Un financement public accru, stable et à long terme pour la Société Radio-Canada.
- L'accès gratuit à toutes les plateformes de la Société Radio-Canada pour tous les Canadiens.

- Un financement stable et adéquat des médias francophones communautaires dans la francophonie canadienne.



1.3 QUE le Gouvernement du Canada entreprenne une réforme systémique afin d'actualiser et renforcer le filet social canadien pour le prochain siècle.

1.4 QUE le Gouvernement du Canada bonifie ses investissements en appui à la recherche sur le développement durable pour assurer la mise en place de meilleures politiques et pratiques environnementales.

02 L'économie

D'entrée de jeu, notons que la jeunesse s'attend à ce que le Gouvernement renforce l'économie canadienne tout en respectant les principes du leadership éthique (intégrité, engagement aux droits de la personne, écoresponsabilité, etc.) Un gouvernement qui compromettrait ou qui renoncerait à ses principes pour des motifs économiques ne serait pas digne de la jeunesse ou des Canadiennes et Canadiens.

Force est de le reconnaître, le Canada est aux prises avec une crise tarifaire qui vient perturber et freiner son économie, déjà fragile. Alors que l'incertitude plane à l'horizon, le gouvernement fédéral dispose de plusieurs leviers qui pourraient renforcer la résilience de l'économie canadienne et accroître la productivité à l'échelle du pays. Parmi les moyens possibles pour contrer la crise, certains évoquent l'amélioration de la circulation des produits canadiens et de la main-d'œuvre qualifiée d'une province à l'autre à l'échelle du pays.¹ D'autres soulignent l'attrait de la diversification des marchés internationaux et le renforcement du dynamisme des petites ou moyennes entreprises canadiennes.²

De fait, plusieurs sources confirment que la jeunesse canadienne écope des conséquences de l'économie vacillante depuis un certain temps déjà. Un rapport récent l'indiquait, entre les perturbations causées par la pandémie, les taux d'inflation et d'intérêt élevés, les jeunes doivent :

« composer avec des obstacles ayant une incidence sur leur qualité de vie disproportionnellement plus importants par rapport aux autres groupes d'âge. (...) leur degré de satisfaction à l'égard de la vie a diminué, et ils sont moins optimistes quant à l'avenir.³ »

Fait inquiétant, d'après les dernières données publiques disponibles, le chômage des jeunes a atteint 14,2 % en août – le taux le plus élevé depuis 2012 – et il pourrait coûter 18,5 milliards de dollars en termes de croissance du PIB réel.⁴ Afin de pallier cette situation problématique, et d'accroître la productivité canadienne dans son ensemble, la jeunesse souhaite que le gouvernement vienne renforcer ses programmes d'aide à l'employabilité des jeunes à travers le pays.



Qui plus est, et tel que documenté par une enquête récente menée par la FJCF, un peu plus d'une jeune personne sur cinq (21%) indique rencontrer des difficultés financières pour subvenir à ses besoins essentiels et 44% des personnes répondantes qui vivent indépendamment de leurs parents ou grands-parents disent éprouver des difficultés financières.⁵ Il n'est donc pas étonnant que 91% des personnes répondantes aient indiqué que les investissements dans des programmes permettant d'accroître l'abordabilité de la vie pour les jeunes étaient prioritaires à leurs yeux.⁶

La jeunesse canadienne peine à se payer un logement et consacrent une plus grande part de leur revenu au logement que les personnes plus âgées. Parmi les personnes qui assurent le soutien de leur ménage, 63% de celles de 15 à 29 ans étaient locataires (moyenne nationale : 33%). Chez les personnes de 15 à 24 ans ne vivant pas avec un parent, le rapport des frais de logement au revenu était de 23% comparativement à 16% pour l'ensemble des groupes d'âge.⁷ Les jeunes sont aussi plus susceptibles que les adultes de 40 ans et plus d'indiquer être très inquiets de leur capacité d'acheter un logement ou de payer leur loyer.⁸ La jeunesse souhaite que le gouvernement fédéral agisse afin de favoriser l'accès au logement pour tous les Canadiennes et Canadiens, notamment pour les jeunes, en améliorant ses programmes existants. Par exemple, plus de 739 000 Canadiens ont déjà ouvert un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP).⁹ Il est grand temps d'agir. Le gouvernement pourrait accroître la pertinence de ce mécanisme et augmenter son utilisation par les jeunes personnes en y ajoutant un incitatif qui viendrait bonifier les investissements individuels.

La jeunesse propose



2.1 Que le Gouvernement du Canada favorise l'accès aux logements pour toutes les Canadiennes et Canadiens :

- Par la création d'incitatifs favorisant l'accès aux logements partagé, condos et co-propriétés ;
- En faisant en sorte que les dépenses de loyer soient désormais reconnues comme facteur déterminant de la cote de crédit des Canadiennes et Canadiens ;
- En bonifiant le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) par l'ajout d'un incitatif gouvernemental qui viendrait doubler la valeur totale des économies individuelles.

2.2 Que le Gouvernement du Canada améliore la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) en réduisant la lourdeur administrative de la SECJ et en déployant une lentille francophone dans tous ses programmes.

03

L'éducation

L'éducation figure au premier chef des enjeux prioritaires pour la jeunesse de la francophonie canadienne depuis des générations. Les membres du réseau de la FJCF envisagent la fin prochaine de leurs études secondaires, ou encore certains ont déjà entamé leurs études postsecondaires. Il est donc naturel que l'éducation postsecondaire en français revête d'une importance particulière à leurs yeux.

L'accès à l'éducation en français revêt une importance particulière puisqu'elle soutient le développement et la vitalité des communautés francophones et acadiennes et encourage le bilinguisme aux quatre coins du pays. Les écoles, collèges et universités qui assurent un apprentissage en français sont des institutions essentielles pour les collectivités de la francophonie canadienne. Afin de répondre aux besoins en éducation de la francophonie canadienne, et pour respecter ses obligations d'après la Charte des droits et libertés, le gouvernement fédéral collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en matière d'éducation dans la langue de la minorité.



D'ailleurs, les chercheuses et chercheurs confirment les nombreuses retombées des études postsecondaires en français. Nous savons, par exemple, que les études postsecondaires en français renforcent le sentiment d'appartenance à la communauté¹⁰ et contribuent aussi à la propension à utiliser le français de manière prédominante au travail.¹¹

Malheureusement, un certain nombre de facteurs ont érodé l'accès à l'éducation postsecondaire en français depuis quelques années. D'abord, certaines institutions postsecondaires ont traversé des périodes de crise (p.ex. : des crises financières) qui se sont soldées par l'abolition de certains cours et programmes et à la diminution de la gamme d'opportunités d'étudier en français dans une région ou une province donnée.

De plus, le coût des études et le coût du déménagement vers une nouvelle région de la province ou vers une autre province, selon le programme d'étude des individus, figurent parmi les principales barrières freinant l'accès à l'éducation postsecondaire en français au Canada. Dans le cadre d'une enquête récente menée par la FJCF, 88% des personnes répondantes indiquaient que l'offre de bourses encourageant les études postsecondaires en français et l'amélioration de l'accès aux études postsecondaires en français figuraient parmi les actions prioritaires permettant d'améliorer l'éducation postsecondaire en français au Canada.¹²

D'autre part, le fardeau de la dette étudiante n'a jamais autant pesé sur les épaules des jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études postsecondaires en français. Depuis quelques années, la combinaison des frais de scolarité qui montent en flèche et de l'aide financière qui repose sur des prêts ont fait grimper la dette étudiante à des niveaux records. Aujourd'hui, la dette étudiante totale envers le gouvernement fédéral dépasse le cap de 22,3 milliards de dollars, soit plus que la dette de certaines provinces.¹³ On constate aussi une aversion accrue à la dette chez bon nombre de jeunes Canadiennes et Canadiens. Parmi les 70% des finissants du secondaire qui ont évoqué des raisons financières pour ne pas poursuivre leurs études, un sur quatre (25%) a cité le refus de s'endetter en tant que principal facteur dissuasif.¹⁴



Par ailleurs, l'enjeu de la santé mentale est criant pour les jeunes, chez qui on remarque le taux le plus élevé de problèmes de santé mentale de toute la population canadienne – problèmes qui se manifestent souvent au moment même où les jeunes entreprennent leurs études postsecondaires ou se lancent sur marché du travail.¹⁵ Des enjeux de santé mentale et le manque d'accès à des soins de santé mentale viennent brimer l'accès à l'éducation postsecondaire et perturber le succès des jeunes au cours de leurs études.

3.1 QUE le gouvernement du Canada favorise l'accès accru à l'éducation postsecondaire en français partout au Canada :

- En abolissant l'intérêt sur les prêts étudiants pour les études postsecondaires, et ce en permanence ;
- Créé un incitatif aux études postsecondaires en français. Cet incitatif pourrait prendre la forme d'un crédit d'impôt pour ceux qui complètent leurs études postsecondaires en français (p.ex. : une déduction d'un montant totalisant jusqu'à 75% du coût des études qui s'appliquerait pendant 4 ans suivant la fin des études) ;
- En révisant les conditions d'admission à la Subvention canadienne pour l'épargne-étude pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études postsecondaires en français.

3.2 QUE le Gouvernement du Canada déploie des services et supports gratuits en santé mentale pour tous les Canadiennes et Canadiens, avec une considération particulière pour les besoins de la jeunesse.

05 Sources



- ¹ Parisa Mahboubi, Canada's Resilience Wake-Up Call, C.D.Howe Institute, Intelligence Memos, February 18 2025.
- ² Sébastien St-Hillaire, Plaidoyer pour la résilience économique, Le Devoir, 4 février.
- ³ Statistiques Canada, Composer avec les obstacles socioéconomiques : incidence sur le bien-être des jeunes Canadiens, 20 septembre 2023, page 1.
- ⁴ Deloitte, Failure to Launch: The Economic and Social Costs of Youth Unemployment and their Long-Term Impacts, King's Trust Canada, November 2024, page 4.
- ⁵ Sociopol, Analyse des données récoltées dans le cadre de la première édition du Baromètre jeunesse, Fédération de la jeunesse canadienne-française, 7 mars 2025, page 17.
- ⁶ Ibid, page 18.
- ⁷ Statistiques Canada, Op. cit., page 1.
- ⁸ Ibid, page 2.
- ⁹ <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/compte-epargne-libre-impot-achat-premiere-propriete/statistiques-celiapp.html>
- ¹⁰ Annie Pilote et Jo-Anni Joncas, La construction identitaire linguistique et culturelle durant un programme universitaire d'éducation en français en milieu minoritaire : le cas de cinq étudiants fransaskois, Minorités linguistiques et société/Linguistic Minorities and Society, Numéro 7, 2016, pp. 142-169.
- ¹¹ Étienne Lemyre, La langue de travail des diplômés d'établissements postsecondaires de langue française, de langue anglaise ou bilingues, Statistiques Canada, Regards sur la société canadienne, 5 avril 2022, 22 pages.
- ¹² Sociopol, Op.Cit., page 18.
- ¹³ Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, Endettement étudiant au Canada : L'éducation ne devrait pas être une condamnation à l'endettement, Hiver 2021, page 1. Ibid.
- ¹⁴ Commission de la santé mentale du Canada, Faire valoir les arguments en faveur des
- ¹⁵ investissements dans le système de santé mentale du Canada à l'aide de considérations économiques, 2017, page 12.



NOS COORDONNÉES

450, rue Rideau, bureau 403, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

Téléphone: 613-562-4624 / Sans frais: 1-800-267-5173

fjcf@fjcf.ca

www.fjcf.ca